

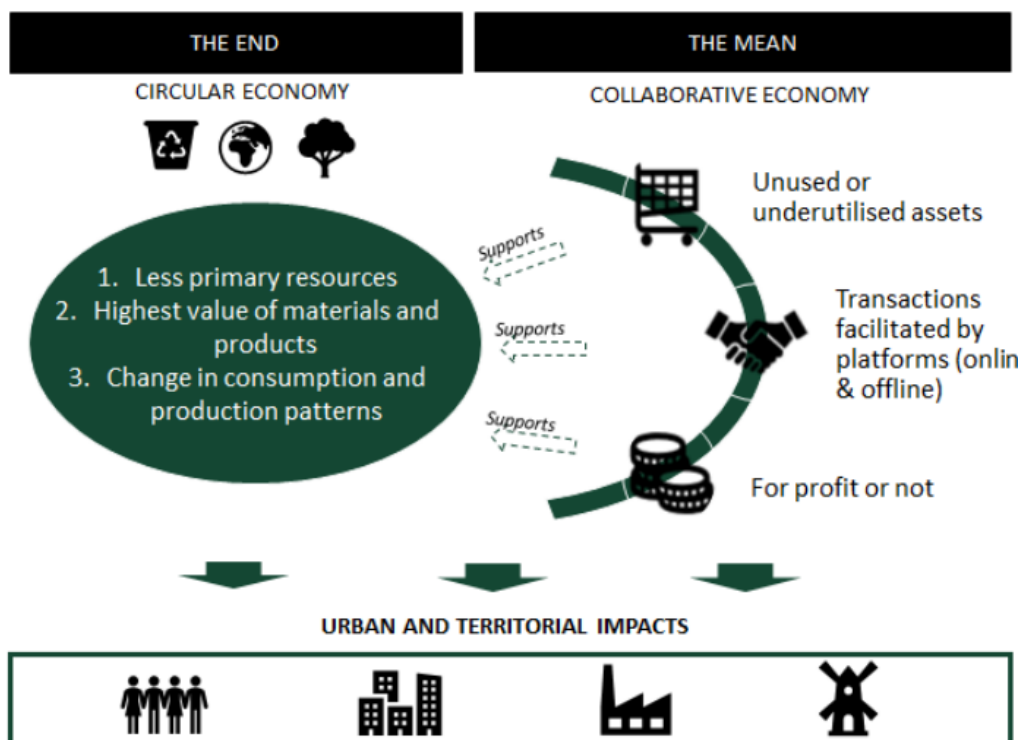
AUTEURS

- x Lucas Porsch, Lison Rabuel, Magdalena Klebba, Neja Bergant, Francesco Romano, VVA Brussels (Belgique)
- x Harmen van Sprang, Mattia Marini, shareNL (Pays-Bas)
- x Roland Gaugitsch, ÖIR GmbH (Autriche)

OBJECTIF

L'économie circulaire est un modèle économique dans lequel les produits sont conçus de manière à pouvoir être réutilisés, recyclés ou réparés à la fin de leur cycle de vie. Ce modèle peut aider les autorités locales et régionales à relever les défis de la durabilité. Dans le même temps, le concept d'économie collaborative peut être un outil utile pour promouvoir la transition vers une économie circulaire (figure 1). En effet, il s'agit de la manière dont les personnes et les entreprises s'organisent et créent de nouveaux modèles commerciaux rentables pour partager des produits/actifs existants au lieu d'en acheter de nouveaux.

Figure 1 : Le concept de l'économie collaborative circulaire urbaine (ECCU)



Source: VVA.

Des initiatives à forte dimension locale émergent dans le monde entier et réunissent l'économie circulaire et collaborative : du partage de voitures, d'objets et d'espaces aux coopératives énergétiques et alimentaires ou à l'agriculture soutenue par la communauté. Les effets des initiatives d'économie collaborative circulaire urbaine (ECCU) ne sont pas toujours faciles à mesurer¹, alors que l'ECCU devient de plus en plus une partie importante de l'économie générale. Il est donc nécessaire de fournir aux autorités locales et régionales des connaissances qui les aident à reconnaître, à soutenir et à développer davantage ces initiatives. Elles peuvent ainsi contribuer à relever les défis de la durabilité grâce à l'application ciblée d'options politiques circulaires et de stratégies adaptées au lieu. C'est ainsi qu'émerge une compréhension commune de l'économie collaborative circulaire urbaine. Pour y contribuer, cette étude se concentre sur six études de cas, dont quatre villes (Porto, Maribor, La Haye et Prato), une région (la Flandre) et un pays (la Grèce).

Concrètement, cette étude tente de répondre à quatre questions :

- × Quels impacts économiques, environnementaux et sociaux positifs peuvent être réalisés grâce aux initiatives de l'ECCU et quels facteurs y contribuent ?
- × Comment l'économie collaborative peut-elle contribuer à l'économie circulaire ?
- × Comment les initiatives de l'ECCU peuvent-elles être identifiées pour aborder les problèmes de durabilité ?
- × Comment soutenir ces initiatives avec les bonnes ressources ?

¹ Jusqu'à présent, les paramètres habituels sont souvent utilisés à cette fin ; par exemple, les indicateurs permettant de mesurer les activités plus conventionnelles.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

En Europe on peut distinguer des initiatives ECCU aux orientations différentes. Alors que certaines initiatives sont fortement orientées et ont un impact sur la réutilisation des ressources (par exemple, les initiatives de collecte des déchets ou les initiatives d'énergie renouvelable), d'autres initiatives sont fortement orientées vers des objectifs sociaux, mais peuvent néanmoins avoir des impacts environnementaux significatifs (par exemple, les jardins urbains ou les repair cafés). En outre, les effets dépendent également des circonstances. Par exemple, le covoiturage pourrait réduire l'utilisation des transports publics et donc augmenter la charge environnementale dans certains cas, mais dans d'autres, il peut également avoir des effets bénéfiques s'il réduit la possession et l'utilisation des voitures. Parfois, ça marche dans les deux sens. Cela montre l'importance de comprendre la chaîne d'impact des initiatives.

Une autre conclusion clé du rapport est que les impacts des initiatives ECCU ne sont pas très différents par nature des initiatives d'économie collaborative en général. La différence est que les initiatives de l'ECCU se développent souvent à plus petite échelle et sont plus susceptibles d'être à but non lucratif. Par conséquent, des impacts plus importants ne peuvent être obtenus qu'en multipliant le nombre d'initiatives ECCU - et pas nécessairement en augmentant leur envergure. Les initiatives collaboratives sont plus commerciales et, de ce fait, elles peuvent avoir un impact plus important lorsqu'elles se développent (contrairement aux initiatives circulaires qui ont tendance à être plus petites et moins orientées vers le profit).

Des défis tels que la croissance économique, la prévention de l'exclusion sociale (cette dernière étant notamment causée par l'augmentation des prix des logements), le changement climatique, l'(sous-)urbanisation (ce qui entraîne une augmentation du trafic) et les changements démographiques (par exemple, le vieillissement et les migrations) stimulent l'apparition d'une économie collaborative circulaire urbaine. Lorsque les villes et les régions sont confrontées à ces défis territoriaux, elles sont susceptibles de développer des objectifs politiques étroitement liés aux objectifs de durabilité et donc

de soutenir les initiatives de l'ECCU.

D'autres facteurs qui favorisent l'émergence d'initiatives ECCU sont le niveau d'innovation, l'esprit d'entreprise de la communauté et le niveau général d'accès aux ressources financières. L'esprit d'entreprise encourage les initiatives à se développer, qui attirent à leur tour les investissements, souvent du secteur public. L'intervention du secteur public apparaît essentielle dans le développement de ces initiatives, surtout dans les phases initiales. En outre, la présence de forums et de réseaux autour de l'économie circulaire et collaborative fournit une structure où les parties prenantes peuvent apprendre les unes des autres, partager leurs expériences et échanger les meilleures pratiques. Enfin, une forte présence d'associations culturelles ou de réseaux d'économie sociale (tels que des mouvements de citoyens et des organisations à but non lucratif) est également bénéfique pour l'adoption d'initiatives ECCU, car elles sont souvent orientées vers le sur-mesure (axé sur le citoyen) et le développement durable.

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Pour aider les régions et les villes à s'assurer que les initiatives d'économie collaborative urbaine contribuent aux objectifs de l'économie circulaire, un ensemble de recommandations politiques a été élaboré autour de trois thèmes centraux :

1. Une meilleure connaissance :
 - × Définir clairement les objectifs de la politique locale, en utilisant, par exemple, une analyse AFOM. Ceux-ci devraient idéalement être alignés sur les défis locaux, régionaux ou mondiaux en matière de durabilité. Les objectifs politiques peuvent concerner l'utilisation optimale des ressources, la gestion des déchets, la transition énergétique, la réduction de la pauvreté, l'inclusion sociale, l'innovation et l'esprit d'entreprise, la qualité de vie, etc. ;
 - × Identifier les mécanismes, méthodes ou leviers qui peuvent permettre aux initiatives d'atteindre ces objectifs politiques ;
 - × Se faire une idée des initiatives existantes, notamment en ce qui concerne l'environnement dans lequel elles fonctionnent, leur impact et les objectifs politiques qu'elles permettent d'atteindre ;
 - × Décider quelles initiatives existantes doivent être utilisées ou quelles initiatives manquent encore ;
 - × Mettre en place un système de contrôle ou de suivi des initiatives d'économie circulaire à l'échelle locale ou régionale.
2. Une meilleure réglementation :
 - × Établir un cadre institutionnalisé qui facilite l'émergence et la croissance continue des initiatives de l'ECCU. Une attention particulière doit être accordée ici aux initiatives et activités à but non lucratif ;
 - × Offrir un espace d'expérimentation à cet égard via des projets pilotes, des incubateurs et des laboratoires d'innovation ;
 - × Fournir un soutien administratif aux initiatives (souvent plus petites et en phase de démarrage), par exemple en fournissant un «guide du débutant» des meilleures pratiques ou un point de contact pour les informations et les problèmes.
3. Amélioration du financement :
 - × Une fois que les initiatives pertinentes ont été identifiées, il est possible d'évaluer les besoins de financement de chaque initiative, à court et à long terme, et de déterminer comment combiner le financement local avec les ressources nationales et européennes. Cela doit être accompagné d'un plan de suivi détaillé ;

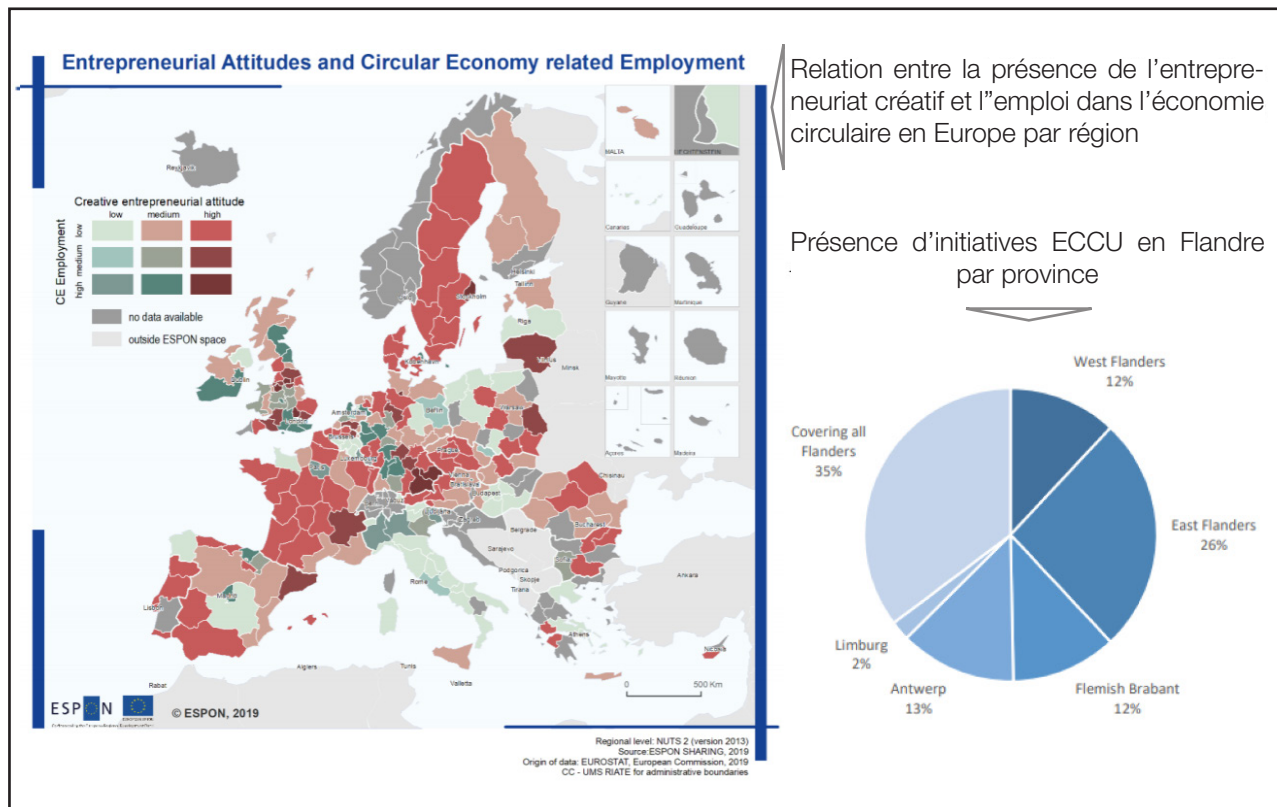
- × S'efforcer d'attirer des fonds privés, par exemple par le biais du crowdfunding. Le rôle des autorités locales est de fournir des orientations et des conseils aux initiatives qui démarrent sur la manière d'attirer des fonds privés ;
- × Les autorités locales peuvent se concentrer sur le développement d'initiatives par le biais de marchés publics (verts). Grâce aux partenariats public-privé, les objectifs politiques proposés peuvent être réalisés plus efficacement ;
- × Déployer d'autres moyens de soutien (non financiers) tels que la mise à disposition de bâtiments vacants, la location d'espaces à des prix accessibles, etc.

Ces recommandations politiques sont résumées dans un [guide pratique](#), qui informe les décideurs politiques régionaux et locaux sur la manière de tirer profit des initiatives d'économie collaborative circulaire dans leurs territoires.

CONCLUSIONS SPÉCIFIQUES POUR LA FLANDRE

La Flandre est un des cas d'étude où les objectifs généraux mentionnés ci-dessus ont été testés plus concrètement. La carte ci-dessous est probablement la plus représentative de l'étude.

Figure 2 : ECCU en Europe et en Flandre



Cette carte illustre la relation entre l'esprit d'entreprise et l'emploi dans l'économie circulaire. Pour représenter le premier aspect (esprit d'entreprise), le [tableau de bord régional de l'innovation](#) a été utilisé : un indice composite qui combine plusieurs indicateurs et donne une image de la créativité présente et de la volonté d'essayer de nouvelles choses dans l'économie circulaire, croisée avec une mentalité positive envers l'innovation, notamment. Le deuxième aspect (l'emploi dans l'économie circulaire), a été calculé par le [projet ESPON CIRCTER](#), qui s'est concentré sur l'impact territorial de l'économie circulaire. Comme le montre la carte ci-dessus (figure 2), l'étude CIRCTER met en avant que la Belgique a un faible taux d'emploi dans l'économie circulaire par rapport aux autres pays de

l'UE. Mais la situation est légèrement différente en ce qui concerne l'esprit d'entreprise. En Flandre, cet esprit d'entreprise est plus présent que par exemple en Wallonie et en Région de Bruxelles-Capitale. Il semble donc que les opportunités de l'économie circulaire n'aient pas encore été pleinement exploitées en Flandre. C'est moins le cas en Flandre orientale (la province qui compte le plus grand nombre d'initiatives ECCU) mais c'est plus vrai dans le Limbourg (la province qui en compte le moins).

Toutefois, la Flandre a déjà pris une série de mesures visant à promouvoir l'économie circulaire. En 2017, le gouvernement flamand a créé un organisme public-privé, [Flandre Circulaire](#), facilitateur de la transition territoriale vers l'économie circulaire. Depuis plus de deux ans, Flandre Circulaire promeut (1) l'alignement et la connexion de différents sujets politiques pertinents pour l'agenda de l'économie circulaire ; (2) la création d'une base de données de connaissances et la promotion du partage des connaissances entre les différentes parties prenantes ; (3) le soutien des initiatives d'économie circulaire ; et (4) la création d'un centre de mise en réseau entre les différentes parties prenantes. En tant que telle, cette initiative est déjà très proche des recommandations politiques susmentionnées. Elle pourrait éventuellement être renforcée par les points d'attention généraux énoncés ci-dessus et par les connaissances acquises grâce aux données de l'étude de cas.

En outre, la Région flamande soutient activement les Green Deals qui favorisent le partenariat entre différentes organisations et promeuvent des alternatives plus durables et circulaires aux pratiques existantes, comme le [Green Deal Circular Purchasing](#), le [Green Deal Circular Building](#) et le [Green Deal Shared Mobility](#). Néanmoins, l'étude a révélé qu'en Flandre, les villes sont les environnements les plus favorables au développement des initiatives d'ECCU. Les administrations communales de Flandre ont déjà mis en place de vastes plateformes de réseautage pour ces nouveaux modèles économiques, comme [Commons Transition Plan](#), [Stadslab2050](#) et [Leuven2030](#). Ces plateformes ont créé un climat favorable qui se traduit par un très grand nombre d'initiatives dans leurs territoires respectifs. Les petites zones urbaines et rurales sont toutefois quelque peu à la traîne.

En outre, les entretiens menés dans le cadre de cette étude ont montré que, surtout en Flandre, certaines de ces actions en rapport avec l'économie circulaire et coopérative sont entravées par des décisions prises dans d'autres domaines politiques (comme la politique fiscale pour les voitures de société et les investissements dans les chaînes de magasins et les centres de grande distribution). Ces obstacles devraient être surmontés pour que l'économie collaborative et circulaire se développe réellement en Flandre. En outre, l'étude montre que le partage de l'espace extérieur urbain - comme les jardins communautaires et la réutilisation de l'espace de stationnement - est le domaine le moins représentatif. L'étude recommande d'accorder une plus grande attention à ce point. Il en va de même pour les populations plus âgées et les groupes et quartiers à faibles revenus². Enfin, il apparaît que de nombreuses initiatives ECCU en Flandre ont un grand potentiel de développement mais que celui-ci est souvent entravé par une mauvaise communication, un manque de suivi et un cadre réglementaire et administratif complexe.

2 L'étude conclut que la plupart des utilisateurs des initiatives ECCU en Flandre ont entre 25 et 50 ans et sont très instruits.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES SPÉCIFIQUES POUR LA FLANDRE

Les recommandations politiques pour le gouvernement flamand et les communes flamandes formulées dans cette étude sont basées sur les recommandations politiques générales et cette étude de cas concrète. Elles peuvent être consultées dans le [guide pratique](#). En conclusion, certaines questions spécifiques sont soulignées ici :

1. Une meilleure connaissance :
 - × Utiliser des campagnes de communication, les médias sociaux, des ateliers dans les centres communautaires, etc. pour accroître l'accessibilité aux initiatives de l'ECCU parmi les différents groupes de population ;
 - × Accroître la participation du gouvernement aux initiatives de l'ECCU afin de renforcer la confiance du public et de le sensibiliser (un bon exemple entraîne un plus large) ;
 - × Influencer les comportements de consommation en sensibilisant le public à l'impact réel de la chaîne de production des produits achetés. Cela peut se faire par le biais de campagnes de communication, de médias sociaux, etc.
2. Une meilleure réglementation :
 - × Étant donné que les initiatives de mobilité partagée revêtent une grande importance en Flandre, le gouvernement flamand pourrait élaborer un cadre régional commun d'octroi de licences pour la mobilité partagée. Ce cadre d'autorisation pourrait, par exemple, être appliqué à la mise en place d'un plus grand nombre de places de stationnement réservées dans les zones saturées ;
 - × L'initiative belge [BE.Impact](#), qui offre un soutien aux entrepreneurs de l'économie sociale en leur fournissant des informations et en les orientant éventuellement vers des spécialistes, pourrait bénéficier d'une plus grande publicité. Cela peut se faire, par exemple, en informant les entrepreneurs débutants de cette possibilité par le biais de brochures d'information, via les médias sociaux, etc. ;
 - × Flanders Circular pourrait être davantage promu comme un exemple pour les autres régions d'Europe en tant qu'organisation à caractère transversal pour la promotion et la mise en œuvre d'une politique d'économie circulaire et collaborative. En effet, Flanders Circular s'efforce de créer des réseaux, des espaces d'expérimentation, des échanges de connaissances, des innovations et l'application de bonnes pratiques et de connaissances.
3. Un meilleur financement :
 - × Les gouvernements locaux pourraient faciliter davantage l'utilisation de l'espace pour les initiatives de l'ECCU. De cette manière, les communes, d'une part, attirent les initiatives sur leur territoire et, d'autre part, encouragent l'utilisation de ces initiatives parmi leurs habitants³ ;
 - × Les autorités flamandes pourraient également encourager les institutions financières (telles que les banques et les compagnies d'assurance) à financer des modèles d'entreprise alternatifs à forte circularité mais aussi à fort contenu en risques ou leur fournir les garanties nécessaires en cas de faillite. Cela peut se faire, par exemple, avec des fonds de garantie ;
 - × Le recours au financement privé peut servir de stimulant pour lancer des initiatives. La plateforme d'investissement belge [LITA.co](#), par exemple, encourage ses clients à investir dans des entreprises ayant un impact social et écologique positif.

3 L'exemple de la ville de Gand est mentionné ici, où la municipalité rembourse les frais d'adhésion à la mobilité partagée et fournit gratuitement des facilités de stationnement.